

Jacques Morel : « Le nouveau chef d'état-major défendait les auteurs du génocide rwandais »

Lola Ruscio

L'Humanité, 21 juillet 2017

Le chef de l'Etat a nommé François Lecointre chef d'état-major des armées, alors que celui-ci a fait partie de l'opération Turquoise au Rwanda. Le spécialiste de la politique française en Afrique, Jacques Morel, revient sur ses missions sur le terrain.



Le 20 juillet, Emmanuel Macron aux côtés du général François Lecointre, lors d'une visite de la base militaire d'Istres . Jean-Paul Pelissier/Reuters

Emmanuel Macron a désigné François Lecointre nouveau chef d'état-major des armées. Quel a été son rôle dans l'opération Turquoise au Rwanda, en 1994, lors du génocide des Tutsis ?

Jacques Morel Il était capitaine d'infanterie de marine. François Lecointre était affecté au groupe Nord Turquoise, où il était responsable du secteur de la commune de Gisovu. Responsable des

troupes, il collaborait avec le directeur de l'usine à thé, Alfred Musema, un des organisateurs du génocide dans la région de Bisesero. Nous en avons des preuves. Au moment de son procès au Tribunal pénal international pour le Rwanda (Tpir), où il a été condamné à perpétuité pour génocide, une pièce à conviction déposée par sa défense est une lettre du capitaine Lecointre adressée à Musema. Dans cette missive datée du 18 juillet 1994, il l'informe qu'il va changer de secteur et qu'il laisse la région à un subordonné. Ce document montre que leurs relations étaient cordiales. Au lieu d'enquêter et de l'arrêter, Lecointre a collaboré avec lui. Ce ne sont pas les seuls éléments. Dans une lettre rédigée dans l'Ancre d'or datée du 18 juillet, le capitaine évoque les sauvetages d'enfants tutsis cachés chez des Hutus. Il y décrit des opérations de sauvetage qui se déroulaient la nuit, sans lampe, pour ne pas être repérés par les miliciens, qui, dit-il, « poursuivent leurs patrouilles de nuit ». Preuve que les Français ont laissé les miliciens opérer librement dans la zone « humanitaire sûre » créée par l'Hexagone début juillet. Cette zone humanitaire était sûre pour les miliciens, car ils pouvaient continuer à opérer sans être attaqués par le Front patriotique rwandais (FPR). De fait, le nouveau chef d'état-major défendait les auteurs du génocide rwandais.

Pendant sa campagne, Emmanuel Macron s'était engagé à « réconcilier les mémoires ». Avec la nomination de François Lecointre, dans quelle tradition idéologique s'inscrit-il ?

Jacques Morel Il poursuit la ligne de Jean-Yves Le Drian, ex-ministre de la Défense sous François Hollande. Ce professeur d'histoire-géographie cou-

vrait sans cesse le génocide rwandais. Il disait notamment que la France devait être fière de ce qu'elle avait fait là-bas. Pourtant, les documents publiés par la mission d'information parlementaire de 1998 sont extrêmement compromettants. L'armée française est mouillée jusqu'au cou. On est dans le pire mensonge. D'ailleurs, l'actuel sous-chef d'état-major « opérations », Grégoire de Saint-Quentin, était l'un des premiers sur les lieux du crash de l'avion du président rwandais, Juvénal Habyarimana, lors de l'attentat du 6 avril 1994.

Quel signal cette nomination envoie-t-elle quant à la conception des missions de l'armée française, notamment en Afrique ?

Jacques Morel François Lecointre, un officier des troupes de marine, autrement dit des troupes coloniales, a été nommé à la tête des armées. Signe que l'armée française intervient pour contrôler des pays africains, motivée par des raisons de puissance et d'enjeux pétroliers. C'est une vision postcoloniale. Emmanuel Macron justifie les opérations françaises au Sahel, entre autres l'opération Barkhane commandée par le général Bruno Guibert, impliqué lui aussi dans le génocide rwandais, au motif de lutter contre le terrorisme et d'assurer notre sécurité, alors que des commandants ont collaboré avec les pires assassins. La France se porterait mieux si elle rapatriait ses troupes d'Afrique.